

# Les « communs » à l'épreuve de l'activité minière. Le cas du projet Constancia au Pérou

---

par Claude Le Guill

Le projet minier de Constancia est une exploitation de cuivre à ciel ouvert, située dans la province Chumbivilcas du département de Cusco, au Pérou, à quelques kilomètres des communautés d'Uchucarcco (dans le district de Chamaca) et de Chiloroya (dans le district de Livitaca), qui se trouvent ainsi dans la « zone d'influence directe » du projet minier (carte)<sup>1</sup>. Initié par Rio Tinto et Norsemont en 2000, il est souvent érigé en exemple de politique de « responsabilité économique et sociale » (RES) réussie. De fait, l'entreprise canadienne HudBay qui l'a racheté en 2011 a vu son mode d'exploitation récompensé par de nombreux prix et a été inscrite en 2014 dans la liste des 40 compagnies les plus écologiquement responsables du Canada par la revue *Corporate Knights*. Au Pérou, elle a reçu la même année le Prix de la créativité entrepreneuriale (catégorie « services publics ») pour la création d'un Bureau d'assistance technique qui aide les autorités locales à recevoir des financements publics et privés pour mener à bien des projets de développement<sup>2</sup>. Destinés à rassurer tout autant les populations locales que les actionnaires et l'ensemble des *stakeholders*, ces « biens

1. À ces deux communautés se rajoutent celles situées en « zone d'influence indirecte » : Casa Blanca, Merques, Collana y Urazana. Le projet Constancia est à l'intersection de trois districts au sein de la province de Chumbivilcas : Livitaca, Velille, Chamaca.

2. HudBay, *Annual and CSR Report 2015*, HudBay, 2015 ([www.hudbayminerals.com/](http://www.hudbayminerals.com/)).

symboliques » – capital de prestige ou d'autorité<sup>3</sup> – promus par l'industrie minière et les agences internationales depuis les années 1990 ne reflètent pas les réalités locales. L'enquête que nous avons réalisée dans la communauté d'Uchucarcco (photo 1) a en effet révélé une tout autre dynamique<sup>4</sup>. Pour les habitants, l'arrivée de l'entreprise<sup>5</sup> serait à l'origine non seulement des contaminations actuelles mais aussi des contaminations futures déjà anticipées, du changement climatique et de la crise économique. Et pour les évangéliques, elle serait le signe avant-coureur d'un futur déluge. Au-delà des arguments mobilisés, le projet signifie surtout une rupture : il y aurait un avant et un après Constancia. Les critiques dénoncent les « abus » de l'entreprise, le manque de retombées économiques, et évoquent la « tristesse » de la communauté, pour reprendre les mots des habitants. Ceux-ci éprouvent en effet un profond désarroi et un sentiment de perte de dignité face à une force extérieure qui les prive de toute autonomie politique, économique et culturelle. C'est ainsi la capacité même des communautés à maintenir leur souveraineté sur leurs territoires et à gérer les « communs » – dans le sens défini par Elinor Ostrom de ressources naturelles partagées – qui se trouve ici questionnée. Nous utilisons le terme de communauté dans un double sens : comme statut juridique reconnu par l'État péruvien et comme concept anthropologique largement débattu dans le milieu de la recherche andine. Quant aux « communs », ils sont devenus un objet d'analyse scientifique depuis les travaux (nobélisés) de l'économiste Elinor Ostrom sur les systèmes de *common-pool resources* (CPR). Communauté et communs procèdent de deux traditions scientifiques distinctes, mais ont été les sujets de débats assez semblables (autonomie relative, normes, articulation à la société dominante). Dans les Andes, la notion de communauté a été d'une certaine façon « romantisée », tandis que celle de communs telle qu'établie par E. Ostrom a été critiquée pour son approche décontextualisée de l'historicité des processus étudiés et pour son ignorance de l'hétérogénéité interne

3. Pierre Bourdieu, « La production de la croyance [contribution à une économie des biens symboliques] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13, 1977, p. 3-43.

4. Notre travail de terrain au Pérou a été réalisé en mai-juin 2016 (entretiens auprès de responsables d'ONG à Lima et à Cusco, enquête dans la communauté d'Uchucarcco). Il a été financé par le Centre de recherche et de documentation des Amériques (CREDA) et l'Observatoire Homme-Milieu International Pima County (Iglobes-CNRS/University of Arizona). L'enquête dans la communauté d'Uchucarcco a été courte (deux semaines) et n'a donc pas permis d'analyser en profondeur les tensions qui traversent la communauté autour de ce projet minier. Notre intégration a cependant été facilitée par notre arrivée durant la fête patronale. Outre les nombreuses discussions que nous avons eues avec la population, nous avons conduit dix entretiens semi-directifs enregistrés auprès d'autorités communales et publiques alors en fonction ou non (4), de travailleurs de l'entreprise (2) et du secteur économique communautaire (2) ainsi que de personnes reconnues comme *leaders* de la communauté (2). Tous ces entretiens se sont déroulés en espagnol et sont ici traduits par nos soins.

5. Aucun responsable de l'entreprise HudBay n'a accepté nos demandes d'entretien, malgré de nombreuses sollicitations. Ce refus s'inscrit dans un climat général de méfiance du secteur minier vis-à-vis de la recherche scientifique. Afin de prendre en considération le point de vue d'HudBay, nous avons réalisé une étude de l'histoire de l'entreprise et une analyse de sa communication à partir de son site internet, de ses rapports d'activité et de la presse. Sur les relations entre les entreprises canadiennes et le milieu de la recherche, voir Alain Deneault, William Sacher, *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2012.

des groupes observés et des rapports de domination<sup>6</sup>. Nous étudierons ces deux notions en prenant en compte leur caractère construit afin de déterminer si la communauté suffit à produire des communs.

Pour E. Ostrom, les CPR partagent des caractéristiques communes avec les biens privés (une forte rivalité, l'usage qu'un individu fait des CPR diminuant l'usage que peut en faire un autre individu) et avec les biens publics (la difficulté d'exclure un individu de l'usage du bien)<sup>7</sup>. Cette approche s'oppose à celle de Garrett Hardin sur la « tragédie des communs », qui proviendrait de l'incompatibilité entre propriété commune et durabilité des ressources<sup>8</sup>. Pour E. Ostrom, au contraire, cette durabilité ne peut reposer uniquement sur un modèle de gestion « depuis le haut ». Elle doit s'appuyer sur les capacités d'auto-organisation et d'adaptation des communautés locales dans la gestion des CPR<sup>9</sup>. Les travaux qu'elle mène avec son équipe de l'Université d'Indiana s'inscrivent dans la continuité de l'institutionnalisme de Douglass North<sup>10</sup> et dans le nouveau « régime de savoir-pouvoir » qui a émergé à partir des années 1970 autour de la promotion d'une gestion décentralisée et adaptative de la nature<sup>11</sup>. Il s'agit de proposer une modélisation polycentrique et multiscalaire des systèmes socio-écologiques afin d'en mesurer la durabilité<sup>12</sup>, en tenant compte des interdépendances fonctionnelles (compétition et coopération) entre systèmes d'exploitation des ressources<sup>13</sup>. Bien que les variables des CPR soient nombreuses<sup>14</sup>, les principaux travaux du groupe de l'Université d'Indiana se sont concentrés sur des types de ressources à faible externalité, de petite taille et aux frontières clairement délimitées (pêcherie, forêts, etc.).

La thématique minière offre un angle de vue plus complexe. Ressource non essentielle à la reproduction du groupe dans la région étudiée, la mine devient un « bien commun » dans les années 2000 avec l'apparition d'une activité d'extraction artisanale à laquelle tous les habitants de la communauté peuvent participer. L'arrivée de l'entreprise en fait un bien privé exclusif dont l'exploitation a des conséquences importantes sur les autres types de ressources (eau, terre).

6. Pour une critique de la notion de communs, voir notamment David Mosse, « The Symbolic Making of a Common Property Resource: History, Ecology and Locality in a Tank-irrigated Landscape in South India », *Development and Change*, 28, 1997, p. 467-504.

7. Elinor Ostrom, « Par-delà les marchés et les États. La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », *Revue de l'OFCE*, 120, 2012, p. 13-72.

8. Fabien Locher, « Les pâturages de la guerre froide : Garrett Hardin et la "tragédie des communs" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 60, 2013, p. 7-36.

9. E. Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

10. Douglass North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, New York, Cambridge University Press, 1990.

11. Yannick Mahrane, « L'écologie. Connaître et gouverner la nature », dans Dominique Pestre (dir.), *Histoire des sciences et savoirs. Le siècle des technosciences. Vol. 3*, Paris, Le Seuil, 2015, p. 275-296.

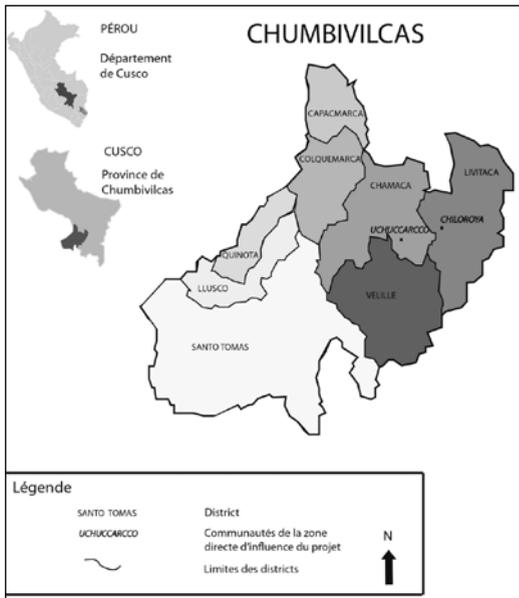
12. E. Ostrom, « A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems », *Science*, 325, 2009, p. 419-422.

13. Eduardo Brondizio, Elinor Ostrom, Oran Young, « Connectivité et gouvernance des systèmes socio-écologiques multiniveaux : le rôle du capital social », *Management & Avenir*, 65, 2013, p. 108-140.

14. Dolsak Nives, Elinor Ostrom (eds), *The Commons in the New Millennium: Challenges and Adaptations*, Cambridge, Londres, The MIT Press, 2003.

Elle devient alors source de nombreuses tensions entre populations locales et entreprises privées. La thématique minière offre donc un cas d'étude qui permet de questionner les capacités d'auto-organisation des communautés dans un contexte de forte externalité et d'intégration verticale au marché, et ce dans le cadre du nouveau modèle de régulation environnementale du *sustainable mining* (activité minière durable)<sup>15</sup>, qui valorise justement la participation des communautés aux processus de développement et de gestion de cette activité. Nous pouvons ainsi voir en quoi cette nouvelle régulation permet d'assurer une forme d'auto-organisation des communautés et de pouvoir sur les communs, et donc analyser la robustesse de la communauté dans un contexte de pouvoir hiérarchisé souvent oublié par E. Ostrom, ainsi que sa capacité à transformer un bien privé en un bien public (ou de base communautaire hybride)<sup>16</sup> fournisseur de services à la population. Nous analyserons tout d'abord la politique de « responsabilité économique et sociale » de l'entreprise à partir d'une réflexion anthropologique sur la communauté dans les Andes, puis nous adopterons une perspective polycentrique et multiscale pour analyser le modèle du *sustainable mining* autour du thème de la participation, afin de réfléchir sur l'autonomie et les capacités d'autogestion des communautés au sein de ce modèle de régulation.

### La province de Chumbivilcas



Sources : Claude Le Guill

15. Depuis les années 1990, de nombreux scandales sociaux et environnementaux ont conduit certaines sociétés minières à prendre le rôle de *leadership* dans la promotion du développement durable qui a pris alors le nom de *sustainable mining*.

16. Michael McGinnis, « An Introduction to IAD and the Language of the Ostrom Workshop: A Simple Guide to a Complex Framework for the Analysis of Institutions and Their Development », *Policy Studies Journal*, 39 (1), 2011, p. 169-183.

**Photo 1. La communauté d'Uchucarcco**



Photo de l'auteur

---

### La communauté face à la politique de responsabilité économique et sociale

La question de l'« autonomie relative » des communautés locales évoquée par E. Ostrom n'est pas nouvelle dans le monde paysan<sup>17</sup>. Dans les Andes, dans le domaine de la gestion des ressources, elle a engendré des débats relatifs aux dynamiques individuelles et collectives de la communauté paysanne/indigène<sup>18</sup> et de son intégration au marché<sup>19</sup>. La description des structures communales de production et de leurs articulations à la société englobante se révèle d'autant plus nécessaire pour la thématique minière que, comme l'ont montré Jason Prno et Scott Slocombe, l'approbation ou le refus d'un projet minier par la population locale dépend du degré d'hétérogénéité de ces communautés, des besoins, des attentes, des aspirations de leurs membres, de leurs expériences passées et de leurs perceptions de l'exploitation minière<sup>20</sup>. À Uchucarcco, dans les années 1970, une entreprise japonaise a lancé le projet minier Katanga qui a été abandonné pendant le conflit armé (1980-2000). Selon le ministère de l'Énergie et des Mines, cette exploitation a entraîné l'une des contaminations environnementales les

---

17. James Scott, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976 ; Henry Mendras, *La fin des paysans*, Paris, Actes Sud, 1984.

18. Xavier Albo, *La paradoja aymara: solidaridad y faccionalismo*, La Paz, CIPCA, 1975.

19. Olivia Harris, *Economía étnica*, La Paz, HISBOL, 1987.

20. Jason Prno, D. Scott Slocombe, « A Systems-Based Conceptual Framework for Assessing the Determinants of a Social License to Operate in the Mining Industry », *Environmental Management*, 53, 2014, p. 672-689.

plus importantes de la région<sup>21</sup>. Depuis la hausse du prix des matières premières dans les années 2000, ce gisement est exploité par les habitants de manière artisanale afin d'apporter un complément à l'économie d'élevage de la région. Les communautés d'Uchucarcco et de Chiloroya sont de plus localisées à quelques heures de route d'autres projets miniers importants (Tintaya, Las Bombas), ce qui peut expliquer qu'elles aient accepté le projet et qu'elles aient eu certaines connaissances en matière d'exploitation minière lorsque les multinationales sont arrivées sur leurs territoires.

### Dimensions individuelle et collective de la communauté

Dans son analyse de l'action collective, E. Ostrom accorde une place centrale aux normes et aux représentations partagées par le groupe des utilisateurs des CPR, notamment dans les variables de cohésion interne, de confiance mutuelle et d'homogénéité qui affectent les institutions de gestion des communs. Cette approche se trouve en résonance avec l'anthropologie des pays andins qui s'est longtemps focalisée, dans sa définition de la communauté, sur les normes de réciprocité et de coopération. La communauté a été définie comme une unité de coordination de différentes unités domestiques permettant une meilleure appréhension des ressources naturelles et de la main-d'œuvre<sup>22</sup>. Chiloroya et Uchucarcco sont ainsi des communautés quechuaphones en majorité d'éleveurs et dans une moindre mesure d'agriculteurs, même si de nombreuses familles se sont lancées dans le commerce et le transport depuis plusieurs années. Chaque communauté possède une assemblée communale (*junta directiva*) avec un président et plusieurs comités (élevage, eau, sport, femmes, environnement), ainsi que des « rondes paysannes » (*rondas campesinas*) chargées d'exercer la justice. Toutes ces autorités sont élues parmi les membres de la communauté.

Cependant, les études ont rapidement montré que derrière ces normes de solidarité se cachaient des inégalités et des hiérarchies internes au milieu productif et religieux<sup>23</sup>. La communauté comme instrument de coopération et de reproduction n'est donc en rien un « idéal communautaire », et relèverait même d'une instrumentalisation par une élite communale cherchant à s'approprier l'excédent et à contrôler la main-d'œuvre à travers l'échange et la réciprocité<sup>24</sup>. Ainsi, la coopération entre unités domestiques serait davantage le résultat d'un ensemble

21. Javier Caravedo Chocano, « El caso Constancia », dans Iván Ormachea Choque, Javier Caravedo Chocano, Gustavo Moreno Hermoza, César Bedoya García, *Minería, conflicto social y diálogo*, Lima, ProDiálogo, 2014, p. 279-320.

22. Jürgen Golte, *La racionalidad de la organización andina*, Lima, IEP, 1980.

23. Enrique Mayer, Marisol de la Cardena, *Cooperación y conflicto en la comunidad andina. Zonas de producción y organización social*, Lima, IEP, 1989.

24. Marcelo Grondin, *Comunidad andina: explotación calculada. Un estudio sobre la organización comunal de Muqiyayyo-Perú*, Saint-Domingue, Unidad de Divulgación Técnica de la Secretaria de Estado de Agricultura de la República Dominicana, 1978.

de limitations structurelles au processus d'individualisation<sup>25</sup> ou celui d'un « individualisme de groupe » dont la vie communautaire ne serait que le produit de la coordination cumulative des intérêts individuels<sup>26</sup>.

Ces éléments structurants de la vie communale sont essentiels pour comprendre les nombreux conflits internes qui divisent les communautés à l'arrivée des entreprises minières<sup>27</sup>. Dans le cas de Chiloroya, les tensions sont liées à la domination politique et économique de l'assemblée communale par des mineurs artisanaux qui voient l'intrusion d'une multinationale comme une menace pour leur activité. Les mobilisations qu'ils lancent entre 2009 et 2010 ont pour origine l'intégration de l'exploitation minière artisanale et de ses travailleurs au projet minier porté par l'entreprise<sup>28</sup>. Uchucarcco possède une organisation communale plus solide, ce qui lui permet de louer ses 256,5 hectares de terres à l'entreprise, contrairement à Chiloroya dont les terres ont été vendues. Pourtant, les tensions internes existent à Uchucarcco et se seraient même accentuées avec l'arrivée de l'entreprise. Les autorités de l'assemblée communale et des comités, qui sont chargées de la relation avec le monde extérieur à la communauté et donc de la médiation avec l'entreprise, sont soupçonnées d'obtenir des faveurs de la part d'HudBay (des accès aux postes de travail pour leur famille, notamment) en échange de leur influence sur les assemblées pour qu'elles acceptent les directives de l'entreprise. Si tous les témoignages recueillis à Uchucarcco révèlent de nombreuses tensions entre ceux qui s'opposent au projet minier et ceux qui le défendent, la mobilisation prend cependant une dimension plus communautaire qu'à Chiloroya en ce qu'elle porte une série de revendications autour de 78 points et de plusieurs axes thématiques : éducation, santé, travail (accès à l'emploi et salaire de 18 euros par jour), agriculture-élevage (projet d'industrialisation laitière), environnement (création d'un Comité de vigilance environnementale) et respect de l'autonomie communale. L'usage de l'argent perçu par la communauté d'Uchucarcco lors de la signature du contrat de location des terres révèle cette tension entre l'individuel et le collectif. La somme est répartie en trois branches. L'ensemble des familles de la communauté touchent 21,2 millions d'euros, soit 27 000 euros par famille investis le plus souvent dans l'achat de matériel devant être loué ensuite à l'entreprise (engins de construction, voitures), dans l'éducation des enfants (Université à Arequipa et, dans une moindre mesure, à Cusco) ou dans l'achat de minibus pour monter des entreprises familiales de transport. Plusieurs familles décident également d'investir dans des logements qu'elles espèrent louer aux salariés de l'entreprise, mais la plupart de ces habitations restent vides, les travailleurs vivant tous dans

25. E. Mayer, M. de la Cardena, *Cooperación y conflicto en la comunidad andina. Zonas de producción y organización social*, op. cit.

26. X. Albo, *La paradoja aymara: solidaridad y faccionalismo*, op. cit.

27. Claude Le Gouill, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie : une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines*, 82, 2016, p. 49-69.

28. J. Caravedo Chocano, « El caso Constanca », cité.

le campement (photo 2). Une autre partie de la somme (2,6 millions d'euros) est investie dans la création d'une entreprise communautaire de construction, *Pull Maquinarias*. Initialement prévu pour une durée d'utilisation de cinq ans, le matériel, dont la location à HudBay devait rapporter un bénéfice de 1,3 million d'euros, est abandonné au bout de deux ans à cause de sa vétusté. Bien que « communautaire », ce projet d'entreprise est entièrement piloté par HudBay, depuis l'achat du matériel jusqu'aux conditions de sa location en passant par son entretien, sans que la communauté puisse « apprendre » de cette expérience : « HudBay a acheté les machines à travers une entreprise tierce. Les [habitants] n'ont pas eu l'opportunité. Nous avions monté une commission [pour acheter les machines] mais l'entreprise est allée plus vite et a acheté, alors que l'on débattait [entre nous], les machines étaient déjà dans l'entreprise. Cela engendre un problème car nous n'avons pas géré ces machines, ce n'est pas nous qui avons géré, l'entretien, tout cela. Il y a un problème, nous n'avons pas eu cet accès »<sup>29</sup>. L'investissement dans des infrastructures et dans la création d'une entreprise communautaire est analysé ailleurs avec le même résultat négatif en termes de retour sur investissement et de dépendance vis-à-vis de l'entreprise<sup>30</sup>. L'échec de ce projet montre tout autant la volonté de la communauté d'intégrer le marché minier, et sa méconnaissance des règles du jeu de celui-ci, que la volonté de contrôle de l'entreprise sur la communauté où le citoyen semble avant tout perçu comme un « client »<sup>31</sup>.

La troisième partie du revenu de la location des terres est placée dans le Conseil de développement municipal (CDM) dont l'objectif est de mener à bien des projets de développement avec un fonds commun entreprise/communauté. Ce projet, le plus novateur à Uchucarcco, est proposé par l'entreprise et accepté par la communauté. Le fonctionnement du CDM n'est cependant pas compris par de nombreux habitants, et le Bureau d'assistance technique pour lequel HudBay a reçu son prix en 2014 n'aurait été opérationnel que durant quelques mois. Au départ, les habitants pensaient pouvoir bénéficier directement de l'argent de l'entreprise placé sur un compte commun, puis ils ont compris que cet argent n'était investi par l'entreprise que pour financer des projets spécifiques préalablement déterminés par la communauté... et HudBay. Les discours des habitants sur les projets véritablement réalisés jusqu'à maintenant sont contradictoires, certains affirmant qu'ils sont l'œuvre du CDM, d'autres qu'ils ont été initiés par des instances différentes. L'électrification du village, la construction d'une école et celle d'une antenne de communication auraient été réalisées en partenariat avec l'entreprise, et des

29. Entretien avec Serafín, Uchucarcco, juin 2016. Le nom des habitants a été modifié et leur statut n'est pas précisé afin de préserver leur anonymat.

30. Gerardo Damonte, « Minería y política: la recreación de luchas campesinas en dos comunidades andinas », dans Anthony Bebbington (coord.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología de transformaciones territoriales*, Lima, IEP-CEPES, 2007, p. 117-162.

31. Aldo Panfichi, « Democracia y participación: El fujimorismo y los gobiernos de transición », dans A. Panfichi (coord.), *Participación ciudadana en el Perú: disputas, confluencias y tensiones*, Lima, Fondo Editorial, 2007, p. 17-43.

projets de maison communale et de marché seraient encore à l'étude. La principale tension provient de la distinction entre les projets que l'entreprise doit réaliser avec ses propres fonds et ceux qui sont conduits avec l'argent de l'entreprise *via* le CDM : « C'est HudBay qui a notre argent et nous contrôle. (...) Durant quinze ans elle veut nous donner d'argent de manière fractionnée. Nous ne voulons pas cela, nous le voulons une fois pour toutes »<sup>32</sup>. Cette stratégie de contrôle de la part d'HudBay est facilitée par la législation péruvienne qui autorise les *obras para impuestos*, c'est-à-dire des projets dont la réalisation permet à l'entreprise d'être exemptée de fiscalité pendant trois ans.

**Photo 2. La place d'Uchucarcco, construite en 2014, avec sa maison municipale (à gauche) et ses habitations à plusieurs étages**



Photo de l'auteur

### **Activité minière et souveraineté territoriale**

La politique de RES d'HudBay est donc loin de faire l'unanimité. De nombreuses voix s'élèvent pour critiquer certains projets de l'entreprise qui relèvent plus des compétences de l'État que des siennes (écoles, électrification)<sup>33</sup>, alors même que

32. Entretien avec Paula, habitante d'Uchucarcco, juin 2016.

33. Il s'agit là d'un thème récurrent de tensions entre communautés et entreprises minières en Amérique latine. A. Bebbington (coord.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología de transformaciones territoriales*, *op. cit.*

HudBay prétend ne pas pouvoir financer une nouvelle route, pourtant au principal bénéficiaire de l'entreprise car située sur le tracé d'un corridor minier depuis les gisements de Cusco et Arequipa jusqu'au Pacifique, sous prétexte qu'il s'agit là d'une compétence de l'État. En bénéficiant de la ressource du territoire sans participer à sa maintenance selon les normes établies par la communauté, l'entreprise agit comme un « passager clandestin »<sup>34</sup>, tel que l'a décrit E. Ostrom. Afin de ne pas dépendre uniquement de l'activité minière, la communauté souhaitait également développer un important projet de production laitière. Ce projet trouvait un écho particulier dans la région où l'activité d'élevage revêt un caractère aussi bien économique que culturel/identitaire. Il est aujourd'hui bloqué au stade de son étude préliminaire, laquelle est financée par HudBay à hauteur de 80 % et par la communauté à 20 % *via* le CDM. Quant à la surveillance environnementale « participative » négociée entre la communauté et l'entreprise, elle n'a pas avancé non plus : « Durant deux ans, [nous n'avons] jamais vu un rapport complet simple et détaillé, [nous avons] vu des rapports avec des chiffres mais [nous ne sommes] pas professionnels donc [nous ne pouvons] pas informer complètement [notre] communauté. [Nous avons] demandé à plusieurs reprises un rapport complet dans un langage simple pour le paysan, car on n'a pas beaucoup d'instruction. (...) C'est l'entreprise qui fait ces rapports. On n'a jamais été formés pour cela par l'entreprise »<sup>35</sup>. Ce discours révèle une technicisation du conflit et la délégitimation de son aspect politique au profit de l'autorité des élites professionnelles<sup>36</sup>.

Au-delà des critiques portées à l'encontre des projets de développement, l'analyse du projet Constancia renvoie à un conflit plus historique de l'exploitation minière : le droit du travail. HudBay exploite le site de Constancia avec des entreprises tierces, dont Stracon pour la construction et Manpower pour l'administration de l'équipement. Selon les témoignages, 300 membres environ de la communauté travaillent pour ces différentes entreprises, la plupart en tant que main-d'œuvre non qualifiée. Dans la construction, le temps de travail est organisé en 21 journées de 12 heures suivies d'un repos de 10 jours, alors que les salariés qualifiés d'HudBay travaillent sur un rythme de 14 journées de 8 heures suivies de 10 jours de repos. Principalement embauchée par les entreprises tierces, la population locale se sent discriminée par rapport aux travailleurs qualifiés provenant d'autres régions. Elle toucherait un salaire inférieur à ces derniers, n'étant pas parvenue à obtenir le salaire de 18 euros par jour en cours de négociation avec HudBay. Elle serait également victime de racisme de la part des travailleurs « étrangers ». En ce qui concerne la formation, le nombre de jeunes locaux formés par HudBay serait, d'après les témoignages, entre 20 et 55 et ceux-ci ne bénéficieraient que

34. D. Nives, E. Ostrom (eds), *The Commons in the New Millennium: Challenges and Adaptations*, op. cit.

35. Entretien avec Esteban, habitant d'Uchucareco, Cusco, juin 2016.

36. Kyra Grieco, Carmen Salazar-Soler, « Les enjeux techniques et politiques dans la gestion et le contrôle de l'eau : le cas du projet Minas Conga au nord du Pérou », *Autrepart*, 65, 2013, p. 151-168.

d'une formation précaire dans le campement minier, non dans les universités et instituts techniques (Tecsup) avec lesquels HudBay a signé des accords<sup>37</sup>. Enfin, certaines locations de voiture et de matériel à l'entreprise ne seraient pas payées par celle-ci. Abusée, exploitée, victime de racisme, la population locale qui fournit les travailleurs serait de plus privée d'instruments de contestation. Toute critique visant l'entreprise entraînerait une menace de licenciement. L'un des rares employés originaires d'Uchucarcco à travailler depuis plus d'un an expliquait ainsi : « Plus que tout il faut être responsable. Ne pas manquer le travail et montrer aussi du respect envers l'entreprise et les chefs »<sup>38</sup>. De nombreux témoignages ont confirmé les licenciements de salariés s'étant absentés pour aller travailler aux champs ou s'occuper de leurs vaches, ce qui prouverait que le projet communautaire initial articulant économie minière et agricole n'est pas respecté.

L'arrivée de l'entreprise n'a pas seulement engendré des tensions internes, elle a également conduit à une redéfinition des relations intercommunautaires. À Uchucarcco, le nouvel élan économique et démographique de la communauté depuis les années 2000 et les promesses de développement de l'entreprise ont suscité de nouvelles attentes chez les habitants : « Nos rues sont en terre et un centre peuplé mérite de belles rues, une urbanisation avec des espaces verts mais nous n'avons rien et [les habitants des autres communautés] nous regardent d'un mauvais œil parce que nous, économiquement, nous créons nos emplois »<sup>39</sup>. La communauté d'Uchucarcco ressemble en effet à ces nouveaux bourgs paysans avec une place centrale, des maisons en briques (certaines à plusieurs étages), des commerces, des ateliers, de petites entreprises de transport et autres activités familiales. L'émergence de ces nouveaux bourgs a été analysée ailleurs dans les Andes<sup>40</sup> ; dans le cas d'Uchucarcco le développement économique et démographique a bouleversé la hiérarchie au sein du district, et notamment vis-à-vis de la capitale, Chamaca, laquelle refuserait d'octroyer des financements à Uchucarcco au motif que celle-ci bénéficierait de nombreux avantages économiques depuis l'arrivée d'HudBay. Un représentant de Chamaca affirme de plus que les habitants d'Uchucarcco ont loué leurs postes de travail négociés avec l'entreprise à des travailleurs provenant d'autres communautés, tout en leur retenant une partie de leur salaire<sup>41</sup>, selon le modèle traditionnel d'exploitation dans les *haciendas* (grandes propriétés terriennes).

Les conflits entre les communautés situées dans la zone d'influence directe du projet – et principales bénéficiaires de la politique de RES de l'entreprise – et celles

37. D'après certains témoignages, 12 jeunes d'Uchucarcco auraient bénéficié d'une formation approfondie et travailleraient actuellement pour HudBay.

38. Entretien avec Manuel, Uchucarcco, juin 2016.

39. Entretien avec Juan, Uchucarcco, juin 2016.

40. Dorothee Delacroix, « Une colombe pour quelle paix ? Agenda politique et polysémie monumentale dans les Andes péruviennes », *Problèmes d'Amérique latine*, 104, 2017, p. 47-67.

41. Entretien avec Luis, Uchucarcco, juin 2016.

de la zone indirecte (ou celles qui sont tout simplement exclues du processus de négociation) ne sont pas nouveaux<sup>42</sup>. Dans un autre contexte, ce factionnalisme a été analysé dans les Andes comme une volonté d'autonomie des groupes sociaux<sup>43</sup>, laquelle s'exprime concrètement à Chiloroya qui – soutenue administrativement par HudBay – demande à former son propre district afin de profiter seule des revenus de la rente minière. Cette autonomie peut ici être qualifiée d'excluante en ce qu'elle répond non pas à une stratégie d'affrontement au groupe dominant mais à une volonté de maintenir des privilèges au détriment des groupes subordonnés<sup>44</sup>. L'entreprise est ainsi accusée de vouloir diviser les communautés afin d'empêcher des alliances. À partir de 2012, elle entre en négociation de manière séparée avec les communautés de la zone d'influence indirecte et les trois districts (Chamaca, Livitaca, Vellile), rendant par là toute alliance régionale plus difficile et attisant les compétitions entre communautés.

### Conflit et dénégation du conflit

La communauté d'Uchucarcco a cherché par tous les moyens à affirmer son autonomie, que ce soit par l'exploitation minière informelle, les activités agricoles ou l'entreprise communautaire *Pull Maquinarias*. L'entreprise, elle, n'a eu de cesse de s'immiscer dans le quotidien de la communauté. De fait, plus aucun projet de développement communal ne peut se faire sans HudBay. C'est elle qui décide du nombre de travailleurs locaux, dont les transports journaliers dans les camionnettes de l'entreprise rythment la vie des habitants. Elle participe également à la fête patronale, en siégeant dans le jury du concours de danse, en finançant certains groupes de musique et en participant au défilé des principales institutions locales (photo 3). Face à cette perte d'autonomie économique et culturelle, les habitants d'Uchucarcco rappellent que le développement rapide de la communauté a commencé avant l'arrivée d'HudBay, grâce aux initiatives des habitants eux-mêmes et à leur travail dans la mine artisanale. Leur mobilisation s'oriente également davantage vers des domaines que l'entreprise ne peut investir : l'agriculture, qui permet la valorisation d'un mode de vie éloigné des cadences du travail industriel ; l'environnement, dont le respect redonne leur place aux savoirs locaux ; la communauté, érigée en bastion de la souveraineté territoriale et politique.

42. Matthew Himley, « Global Mining and the Uneasy Neoliberalization of Sustainable Development », *Sustainability*, 20, 2010, p. 3270-3290.

43. José Sánchez Parga, *Etnia, poder y diferencia en los Andes septentrionales*, Quito, Ediciones Abya-Yala, 1990.

44. J. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.

Depuis l'arrivée d'HudBay, les mobilisations sociales autour du projet Constancia se multiplient. Après les mineurs artisanaux de Chiloroya qui ont défendu des revendications sectorielles entre 2009 et 2010, c'est au tour des habitants d'Uchucarcco de se mobiliser. En 2014, face au non-respect du contrat initial par HudBay en termes de projets de développement, ils occupent le site minier et paralysent les opérations de l'entreprise. C'est à ce moment-là que se mettent en place les *mesas de diálogo* (tables de dialogue) entre l'entreprise et la communauté. Les tensions ne diminuent pas pour autant. En 2016, les habitants d'Uchucarcco protestent contre l'extension de l'exploitation minière à la zone dite « de sécurité » et contre certaines contaminations environnementales. De son côté, Chiloroya entre à nouveau en grève en août 2016 pour dénoncer le non-accomplissement des projets par HudBay. Quelques mois auparavant, c'est le district de Velille qui s'est mobilisé contre le non-respect de l'accord signé avec l'entreprise. Dans ces mobilisations, la communauté devient l'« espace social d'autonomie relative » décrit par J. Scott<sup>45</sup> comme un espace gagné, construit et défendu par le groupe dominé pour exprimer son désaccord, en toute liberté, face au dominant. D'ailleurs, dans la province voisine d'Espinar (projet Tintaya), la première confrontation entre les communautés locales et l'entreprise minière qui a eu lieu en 1990 est fêtée aujourd'hui encore comme *el Día de Dignidad Espinarensis* (le jour de la dignité d'Espinar)<sup>46</sup>.

Le projet Constancia ne suscite cependant pas un rejet total de la population locale qui, déjà entrée dans un processus de modernisation sous l'impulsion de l'activité minière artisanale, voit dans les promesses de développement proposées par l'entreprise un nouvel accès au marché. En ce sens, la mobilisation sociale n'intervient que pour rééquilibrer les forces de la communauté lorsque l'entreprise ne tient pas ses promesses. Elle s'inscrit également dans la dynamique même du projet. Durant la phase de construction, HudBay a employé 5 000 personnes, dont 70 % provenaient des communautés locales<sup>47</sup>. La mobilisation de 2014 à Uchucarcco correspond à la fin de cette première étape et au début de l'activité de production qui requiert une main-d'œuvre moins abondante mais plus qualifiée. Comment expliquer alors que la population ne se rebelle pas davantage face aux nombreux abus dont elle dit être la victime ? Notre hypothèse est que la réponse trouve son origine dans le processus de dialogue.

45. *Ibid.*

46. Jaime Borda, « Espinar y la minería: entre movilizaciones, procesos de diálogo y lecciones de resistencia social », dans Raphael Hoetmer, Miguel Castro, Mar Dazo, José de Echave, Clara Ruiz, *Minería y movimientos sociales en el Perú. Instrumentos y propuestas para la defensa de la vida, el agua y los territorios*, Lima, PDT, CooperAcción, ACSUR, 2013, p. 315-330.

47. HudBay, *Annual and CSR Report 2015*, *op. cit.*

**Photo 3. Participation d'HudBay à la fête patronale d'Uchuccarcco, lors du défilé de 2016**



Photo de l'auteur

---

### La participation comme processus de dépolitisation

Alors que la relation historique des communautés à l'État a été analysée comme un élément central du monde paysan<sup>48</sup>, l'industrie minière a la particularité d'engendrer un nouveau « conflit de coexistence » perturbant des « territoires en réseau » fragmentés au niveau local et verticalement subordonnés au capital transnational<sup>49</sup>. Dans la perspective des travaux initiés par E. Ostrom, l'analyse des systèmes complexes permet de comprendre comment différentes institutions polycentriques peuvent favoriser ou au contraire contrarier l'innovation, l'apprentissage, l'adaptation, la flexibilité et la coopération entre parties<sup>50</sup>. Au Pérou, l'institutionnalisation de la participation citoyenne constitue un exemple pertinent pour comprendre cette polycentricité dans une perspective multiniveaux.

---

48. Eric Wolf, *Les guerres paysannes au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, François Maspero, 1974 ; H. Mendras, *La fin des paysans*, *op. cit.*

49. Marco Zeisser Polatsik, *La experiencia de la mesa de diálogo en Espinar 2012-2013. ¿Un nuevo modelo de gestión de conflicto socio ambiental?*, Lima, Ford Foundation, Oxfam, CooperAcción, 2015.

50. E. Ostrom, « Par-delà les marchés et les États. La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », art. cité.

Résultat d'une « convergence pragmatique » de dépolitisation du conflit entre le projet néolibéral des années 1990 et les gouvernements de transition de l'après-conflit armé<sup>51</sup>, elle a été inscrite dans la Constitution péruvienne de 1993 et a connu depuis une véritable « activité de cadrage » à travers différentes normes<sup>52</sup>, discours, modèles et registres de justification<sup>53</sup>.

Ce processus trouve son apogée à Constancia avec les tables de dialogue mises en place en 2014 qui réunissent des représentants de l'entreprise et de la communauté (élus lors d'une assemblée générale), du ministère de l'Énergie et des Mines, de la Présidence du Conseil des ministres, du Congrès de la nation (Parlement), ainsi que de plusieurs ONG et de la coopération canadienne.

### L'émergence de professionnels de la participation

En dépit d'une apparente uniformité, le concept de participation mobilise des idéologies concurrentes et une gamme de significations différentes<sup>54</sup> correspondant à des projets politiques distincts bien que présentant des points de confluence<sup>55</sup>. Dans le cas du projet Constancia, il convient de distinguer deux groupes d'ONG. L'un réunit les ONG critiques envers l'industrie minière actuelle (CooperAcción, Defensa de los Derechos Humanos sin fronteras) et qui participent au processus de négociation dans une stratégie davantage tournée vers l'*empowerment* des communautés. CooperAcción est fondée dans les années 1990 par des membres du groupe de l'Institut pour le développement de la pêche et de l'activité minière (Instituto para el desarrollo de la pesca y minería, IPEMIN), et joue notamment un rôle dans la création de la principale organisation de lutte contre les projets miniers, la Confédération nationale des communautés du Pérou affectées par la mine (Confederación Nacional de las comunidades del Perú afectadas por la minería, CONACAMI)<sup>56</sup>. Ses membres ont pour la plupart suivi leur formation au niveau national. En revanche, son fondateur, José de Echave, a un profil plus international. Docteur en économie de l'Université Sorbonne-Nouvelle (Paris 3), il a mené des projets de recherche avec l'Université du Massachusetts (Political

51. A. Panfichi, « Democracia y participación: El fujimorismo y los gobiernos de transición », cité.

52. Pour une analyse des différents cadres juridiques de la participation, voir Anthony Bebbington, Martin Scurrah, Anahí Chaparro, « La participación ciudadana en las industrias extractivas en el Perú », Documento de trabajo n°7, Clark University, CERDET, Ford Foundation, 2013.

53. Alice Mazeaud, Magali Nonjon, Raphaëlle Parizet, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, 14, 2016, p. 5-35.

54. Andrea Cornwall, Karen Brock, « What Do Buzzwords Do for Development Policy? A Critical Look at "Participation", "Empowerment" and "Poverty Reduction" », UNRISD Conference on Social Knowledge and International Policy Making: Exploring the Linkages, Genève, 20-21 avril 2004, *Third World Quarterly*, 26 (7), 2005, p. 1043-1060.

55. A. Panfichi, « Democracia y participación: El fujimorismo y los gobiernos de transición », cité.

56. A. Bebbington *et al.*, « Movimientos sociales, lazos transnacionales y desarrollo territorial rural en zonas de influencia minera: Cajamarca-Perú y Cotacachi-Ecuador », dans A. Bebbington (coord.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología de transformaciones territoriales*, op. cit., p. 117-162.

Economy Research Institute, spécialisé dans les thématiques environnementales) ainsi qu'avec l'OIT sur les questions environnementales dans le secteur minier du Pérou. Il est l'un des auteurs péruviens les plus influents sur les questions minières et a obtenu d'importantes responsabilités au sein du gouvernement Humala puisqu'il a été vice-ministre de la Gestion environnementale, poste duquel il a démissionné en raison de l'attitude du gouvernement sur la question minière. D'après leurs propres représentants, ces ONG voient leur espace d'action diminuer, soit sous la pression de certaines entreprises qui interdisent aux communautés de faire appel à elles (comme à Constancia), soit par manque de financement, les techniciens ne pouvant plus assurer alors le suivi des négociations en dehors des périodes de tensions, et se voyant, du coup, reprocher leur absence par des populations qui finissent par douter de leur bonne foi (c'est également le cas à Constancia). L'autre groupe joue un rôle plus ambigu en se focalisant davantage sur la réussite du dialogue et de la négociation entre entreprises et communautés. L'une de ses principales ONG est ProDiálogo qui intervient directement dans la négociation entre la communauté de Chiloroya et Northmont en 2009. ProDiálogo est créée en 2006 dans le but de « promouvoir une culture du dialogue ». Elle naît de l'alliance de deux institutions, le Centre péruvien de prévention et de solution des conflits (Centro Peruano de Prevención y Solución de Conflictos, CEPSCON) et l'Institut péruvien de résolution des conflits, de négociation et de médiation (Instituto Peruano de Resolución de Conflictos, Negociación y Mediación, IPRECON). Elle est rattachée au Groupe de dialogue, mine et développement durable (Grupo de Diálogo, Minería y Desarrollo Sostenible, GDMDS), collectif d'acteurs impliqués dans l'industrie minière au Pérou né au début des années 2000 au moment du boom minier. Soutenu par la coopération canadienne et composé à ses débuts de mouvements sociaux et d'ONG, le GDMDS se rapproche par la suite de l'État et du secteur privé en intégrant des personnalités de ce dernier à sa structure<sup>57</sup>. Comme l'indique l'un des responsables de ProDiálogo : « Nous ne sommes pas des activistes de l'environnement ni des droits de l'homme, ce qui ne veut pas dire que nous pensons qu'ils ne sont pas importants, (...) mais nous sommes des activistes du dialogue »<sup>58</sup>. ProDiálogo fait ainsi partie des groupes pour lesquels « la cause participative est autant la finalité que le moyen de leur action »<sup>59</sup>. Tout en reconnaissant les asymétries de pouvoir entre entreprises et communautés, ProDiálogo se focalise sur le processus de participation en tant que tel à travers l'approche par la « transformation des conflits »<sup>60</sup>.

---

57. *Ibid.*

58. Entretien avec Javier Caravedo Chocano, Lima, mai 2016.

59. A. Mazeaud, M. Nonjon, « De la cause au marché de la démocratie participative », *Agone*, 56, 2015, p. 135-152.

60. I. Ormachea Choque, « Enfoques de intervención constructiva en conflictos sociales », dans I. Ormachea Choque, J. Caravedo Chocano, G. Moreno Hermoza, C. Bedoya García, *Minería, conflicto social y diálogo*, op. cit., p. 49-81.

Les techniciens de ces ONG ont davantage été formés à l'international. Le principal responsable de la table de dialogue de Chiloroya, Javier Caravedo Chocano, a obtenu un diplôme d'avocat à l'Université pontificale catholique du Pérou (Pontificia Universidad Católica des Perú, PUCP) puis un master en résolution de conflits à Université Missouri-Columbia (États-Unis), avant d'étudier au sein du Programme avancé en droit international et sur les droits de l'homme à l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme à Lund (Suède). Il enseigne aujourd'hui à Lima dans le master des droits de l'homme de l'Institut de démocratie et des droits de l'homme de la PUCP, dans le séminaire de Transformation des conflits pour le développement durable de l'Université Antonio Ruiz de Montoya, ainsi que dans celui de Gestion du *leadership* transformateur du Centre de *leadership* de l'Université du Pacifique. Le président de ProDiálogo, Iván Ormachea Choque, est, quant à lui, diplômé en droit de la PUCP, a poursuivi ses études en master de relations internationales et résolution de conflits à l'Université de Syracuse (États-Unis) puis participé à des spécialisations à l'Université américaine (Norvège), à l'Université d'Uppsala (Suède), à l'Université des Nations unies et à l'Université Javeriana (Colombie). Il est actuellement professeur à la PUCP, facilitateur du Programme de dialogue démocratique du PNUD et médiateur latino-américain du Système interne de justice de la Banque mondiale. Le passage de ces professionnels par les universités américaines n'est pas anodin, les États-Unis ayant initié dès les années 1980, en réponse aux conflits environnementaux, un nouveau modèle de régulation environnementale (*environmental mediation*) souvent plus enclin à la procédure qu'à la résolution du problème<sup>61</sup>.

Enfin, dans le cas de Constancia, ce processus participatif est soutenu par la coopération canadienne à travers le programme Communautés inclusives et durables en Amérique latine (Comunidades inclusivas y sostenibles en América Latina, CISAL), initié depuis 2014 par la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Ce programme est mené par Christopher Yeomans, l'un des fondateurs de ProDiálogo. Titulaire d'une maîtrise de relations internationales de l'Université Laval (Canada) dans les années 1980, avec une étude sur les relations entre communautés et entreprises au Surinam, il a ensuite rejoint le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), avec lequel il a travaillé quatre ans au Pérou sur le thème des conflits. C'est à ce moment-là qu'il a rencontré les futurs membres de ProDiálogo : « Moi j'avais déjà cette spécialisation sur le thème des relations entre des compagnies extractives et des communautés locales parce que j'avais étudié [cela], alors je l'ai appliqué dans mon travail. Et pour ProDiálogo, c'était une bonne façon parce qu'à ce moment-là ils n'étaient pas spécialisés là-dedans (...). Mais dans les années 2000 c'était clair que l'approche

61. Paul A. Sabatier, Chris Weible, Jared Ficker, « Eras of Water Management in the United States: Implications for Collaborative Watershed Approaches », dans Paul Sabatier *et al.* (eds), *Swimming Upstream. Collaborative Approaches to Watershed Management*, Cambridge/Londres, The MIT Press, 2005, p. 23-52.

de résolution de conflit était très valable dans le secteur des relations entre les compagnies extractives et les communautés locales »<sup>62</sup>. L'objectif du CISAL est de renforcer les capacités de gouvernance des municipalités péruviennes et de travailler avec elles sur la façon dont l'exploitation minière peut contribuer au développement économique local. Le CISAL s'appuie sur l'expérience canadienne et organise des échanges d'expériences entre *leaders* canadiens et péruviens. Bien que se déclarant extérieur aux entreprises minières, il travaille avec ces dernières pour les orienter dans leurs choix. C'est ainsi sous son influence que HudBay a entrepris la négociation avec les capitales de district dans le cas de Constancia. Si le choix de la neutralité est affirmé, le CISAL est cependant financé par le ministère des Affaires mondiales Canada dont l'objectif est, entre autres, de défendre les intérêts économiques du Canada.

#### Les acteurs du processus participatif dans le cas de Constancia

Organisations	Date de création	Objectifs
CooperAcción	1997	Respect des droits de l'homme, droits environnementaux, culturels, etc. Recherche de solutions de remplacement de l'extractivisme
Defensa de los Derechos Humanos sin fronteras	2012	Défense des droits de l'homme et aide juridique aux communautés affectées par l'activité minière
ProDiálogo	2006	Promotion d'une « culture du dialogue » afin d'obtenir le développement durable et la paix
Communautés inclusives et durables en Amérique latine (CISAL)	2014	Promotion du développement des communautés locales grâce à l'activité minière

#### La constitution d'un marché de la participation

Il s'est ainsi construit un véritable marché péruvien de l'ingénierie participative<sup>63</sup> qui regroupe des ingénieurs, de la machinerie et des idées, et sur lequel les offres de postes de « relationniste communautaire » se multiplient au rythme des tables de dialogue et de l'influence de ces ONG. Le projet néolibéral se caractérise en effet par un transfert de compétences de l'État à la société civile et au secteur privé, la société civile étant réduite aux ONG compétentes pour affronter ces nouvelles fonctions et ne comprenant pas les mouvements sociaux perçus comme une menace<sup>64</sup>. Le dialogue entre ainsi dans la catégorie des *buzzwords* avec une

62. Entretien avec Christopher Yeomans, Lima, juin 2016.

63. Entretien avec Marina Irigoyen, GDMDS, Lima, mai 2016.

64. A. Panfichi, « Democracia y participación: El fujimorismo y los gobiernos de transición », cité.

« autorité morale presque irrécusable »<sup>65</sup> que chaque acteur tente de redéfinir selon ses propres intérêts.

C'est dès lors l'évaluation même du dialogue qui pose problème. Ces ONG organisent à Lima de nombreuses réunions auxquelles souvent les communautés ne peuvent assister à cause de leur éloignement géographique. À l'inverse, l'une des stratégies d'HudBay dès son arrivée a été d'intégrer cet espace participatif en s'engageant dans des activités de réflexion autour de la « résolution de conflit ». L'entreprise a ainsi participé directement à la Commission de recommandations des études d'impacts environnementaux organisée par le GDMDS, ainsi qu'au financement du 11<sup>e</sup> Congrès mondial de médiation<sup>66</sup>. La plupart du temps, c'est sur leur attitude à ces réunions, et non sur l'appréciation des habitants locaux, que les entreprises sont jugées par les ONG. De plus, en opérant depuis Lima, ces dernières ne peuvent suivre les évolutions des projets une fois le dialogue terminé. Or, dans le cas de Constancia, c'est justement à ce moment-là, en dehors du cadre institutionnel, que la violence vécue par la communauté est la plus forte. Cet éloignement géographique des communautés s'accompagne d'un éloignement culturel et social. En tant qu'élites cosmopolites marquées par un ensemble de dispositions spécifiques et par une culture professionnelle commune<sup>67</sup>, les acteurs économiques et les professionnels du dialogue ont bien souvent recours aux mêmes rhétoriques et partagent les mêmes intérêts<sup>68</sup> : « Les Péruviens ne croient plus aux entreprises minières ni aux institutions, car elles ont le même langage que les entreprises »<sup>69</sup>. Ces professionnels agissent comme des « agents doubles » : ils mobilisent des stratégies relevant de l'international dans le but de servir l'intérêt national tout en valorisant un savoir proprement national revendiquant un caractère universel<sup>70</sup>. Sur la question des modèles de participation appliqués, ils répondent que la richesse provient des multiples expériences et de la compréhension des différents contextes locaux, à l'opposé de tout modèle importé clé en main. Chaque ONG cherche à s'implanter dans l'espace participatif institutionnel en y apportant son expérience et en y créant son réseau. À la concurrence entre communautés pour le contrôle de la rente et des bénéfices de l'exploitation minière s'ajoute ainsi une compétition entre acteurs et institutions pour le contrôle de

65. A. Cornwall, K. Brock, « What Do Buzzwords Do for Development Policy? A Critical Look at “Poverty Reduction”, “Participation” and “Empowerment” », cité.

66. À son arrivée, HudBay a également intégré Igor Gonzales à son *Board of Directors*. Cet ingénieur péruvien, considéré comme l'un des plus talentueux de son pays, a été à la vice-présidence de la Barrick Gold Corporation, et a été proclamé « Péruvien de l'année » en 2013 par la Chambre de commerce péruviano-canadienne, dont une responsable, Margarita Cardona, a également intégré l'équipe d'HudBay à la même époque.

67. Amin Allal, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des *policy transfers* à portée limitée », *Critique internationale*, 48, 2010, p. 97-116.

68. Franck Poupeau, « Sur deux formes de capital international. Les “élites de la globalisation” en Bolivie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, p. 126-133.

69. Entretien avec Esteban, cité.

70. Yves Dezalay, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151-152, 2004, p. 4-35.

l'ingénierie participative. En témoignent les nombreuses publications de ces ONG sur les processus de participation qu'elles ont elles-mêmes menés. Formés à l'international selon des modèles établis et, bien que valorisant la multiplicité de leurs expériences locales, ces experts participent néanmoins à une certaine standardisation à visée hégémonique, que ce soit au niveau national au sein du GDMDS ou au niveau régional avec la création récente du Groupe de dialogue latino-américain (Grupo de Diálogo Latinoamericano, GDL) qui réunit différentes organisations latino-américaines spécialisées dans la résolution de conflit, dont le GDMDS pour le Pérou<sup>71</sup>.

Las, alors qu'il a fait de la participation un mode essentiel de résolution de ses conflits, le Pérou affiche le triste record latino-américain des assassinats de militants à la suite de mobilisations socio-environnementales. Une frontière s'est érigée entre le bien et le mal<sup>72</sup>, entre ceux qui acceptent le processus de participation encadré depuis le haut et ceux qui mobilisent d'autres répertoires d'action, et dont les revendications et modes d'action sont renvoyés dans l'illégitimité selon un processus juridique de « criminalisation », voire exclus de ce qui est considéré comme la civilisation. Le dialogue est devenu un marché et un espace bureaucratique et politique qui prive les communautés de leur capacité à affronter avec autonomie et souveraineté le modèle imposé. Tout peut être négocié sauf le projet lui-même et cette négociation doit se maintenir dans le cadre des conditions de rentabilité du projet<sup>73</sup>. À travers ses procédés de participation et ses projets de développement, le *sustainable mining* se révèle être à Constancia une « ruse de la raison impérialiste » car, comme le rappellent Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant<sup>74</sup>, l'impérialisme n'est jamais mieux servi que par des courants progressistes que l'on ne peut suspecter de chercher à promouvoir des intérêts hégémoniques. Tout en ayant conscience de ces déséquilibres, les habitants acceptent la conception néolibérale de la politique et privilégient le consensus<sup>75</sup> : « Nous ne voulons pas nuire car ce sont des dialogues pacifiques et nous devons arriver à un accord (...). Nous demandons à ce qu'il y ait une bonne connivence avec l'entreprise, qu'elle approuve les projets que nous demandons, au bénéfice des différentes parties »<sup>76</sup>.

71. I. Ormachea Choque, *Sistematización de la experiencia del Grupo de Diálogo Latinoamericano (GDL): Minería, democracia y desarrollo sostenible*, Lima, Grupo de Diálogo Latinoamericano, Union européenne, DiálogoSur, ProDiálogo, 2015.

72. Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

73. Horacio Machado Araoz, « Minería, modernidad y colonialismo. Una aproximación a la naturaleza mineral del orden colonial moderno », dans R. Hoetmer, M. Castro, M. Dazo, J. de Echave, C. Ruiz, *Minería y movimientos sociales en el Perú. Instrumentos y propuestas para la defensa de la vida, el agua y los territorios*, op. cit., p. 47-80.

74. Pierre Bourdieu, Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, 1998.

75. C. Mouffe, *L'illusion du consensus*, op. cit.

76. Entretien avec Juan, cité.

**D**ans le projet Constancia, les habitants n'ont pas le contrôle de leur destinée. Certes, il existe une résistance souterraine et infrapolitique quotidienne, dont seule une étude ethnographique plus approfondie permettrait de rendre compte, mais le processus à l'œuvre ici est celui d'une réduction des espaces d'autonomie collectifs. Sous couvert de *sustainable mining*, un véritable « gouvernement minier » s'est mis en place, au pouvoir à la fois politique, économique, social et discursif, et dans lequel l'enclave minière devient une « île de modernité » promouvant la civilisation et la « bonne citoyenneté »<sup>77</sup>. Les principes d'autogestion défendus par E. Ostrom ne semblent pas à même de favoriser la reprise du contrôle des communs. La communauté est à la fois la force et la faiblesse de la lutte contre l'entreprise. Elle en est la force car c'est la seule institution légale reconnue et le principal intermédiaire entre les habitants et l'entreprise. On retrouve ainsi à Uchucarcro – comme ailleurs au Pérou – une conscience du pouvoir collectif de la communauté<sup>78</sup> qui s'exprime dans l'assemblée communale et dans la construction d'une mémoire récente selon laquelle les habitants eux-mêmes – et non l'entreprise – ont permis le développement local, confirmation de ce que disait J. Scott sur le pouvoir de la foule anonyme<sup>79</sup>.

Elle en est la faiblesse du fait non seulement de ses divisions internes, de son incapacité à influencer directement sur les négociations et à imposer sa vision du développement du territoire, mais aussi des accusations – justifiées ou non – de corruption et d'« achat » de *leaders* par l'entreprise. Au demeurant, la stratégie de celle-ci qui consiste à donner un rôle central à la communauté sans lui fournir les outils nécessaires à sa réalisation renforce cette ambivalence entre volonté d'autonomie et demande de formation pour répondre aux besoins du moment. Le travail de responsabilisation mené par l'entreprise passe plus par l'individu que par le collectif qui, dans le cas de Constancia, se révèle être la seule menace au projet d'exploitation. C'est bien lorsque la communauté se mobilise physiquement que le dialogue se met en place, ce qui prouve que l'on est plus dans une politique de négation du conflit que dans un réel processus participatif démocratique. Le passage d'une « économie morale » paysanne à un recrutement individualisé d'ouvriers précaires marque aussi bien le passage d'une rationalité à une autre que l'introduction d'une nouvelle éthique de la responsabilité, en tant que technique individuelle et individualisante, et non collective, d'extension de la théorie économique du capital humain à l'ensemble des comportements<sup>80</sup>.

Peut-on cependant généraliser cette étude de cas à l'ensemble du *sustainable mining* ? Pour E. Ostrom, l'analyse des arrangements institutionnels des CPR doit prendre en compte les différents « facteurs qui favorisent ou nuisent à l'émergence et à la

77. Francisco Durant, *Poder político y gobierno minero*, Lima, CooperAcción, 2015.

78. G. Damonte, « Minería y política: la recreación de luchas campesinas en dos comunidades andinas », cité.

79. J. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, op. cit.

80. Émilie Hache, « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Raisons politiques*, 28, 2007, p. 49-65.

robustesse d'efforts de gestion co-organisés au sein de systèmes polycentriques multiniveaux »<sup>81</sup>. Face aux défis que représentent la correspondance entre systèmes écologiques et sociopolitiques, la compétition entre règles des différentes parties mais aussi entre compétences sur les ressources, la corrélation entre l'adhésion aux règles et leurs applications, l'objectif pour renforcer les capacités d'auto-organisation est dès lors de parvenir à construire un capital social « à même d'optimiser la gestion durable du capital naturel à de multiples niveaux en prenant en compte sa pertinence en fonction de la ressource écologique »<sup>82</sup>. Cette approche semble cependant éloignée des réalités du terrain dans le cas de Constancia où les communautés locales sont tournées vers le collectif plus par « individualisme de groupe »<sup>83</sup> que par un esprit collectiviste quasi « naturel ». Cette analyse ne remet pas en cause la capacité des groupes subalternes à mobiliser un « *ethos* communal » comme l'ethno-histoire andine l'a bien montré<sup>84</sup>, ni même la possibilité qu'une telle mobilisation intercommunautaire se produise dans le futur dans le cas du projet Constancia. Elle montre cependant que, si les variables utilisées par E. Ostrom dans son projet de modélisation sont très souvent pertinentes pour le cas étudié, son idéal d'auto-organisation<sup>85</sup> ne semble pas prendre en compte les rapports sociaux et les rapports de force, l'historicité et la complexité anthropologique des communautés locales tant en interne que dans leurs relations avec le monde environnant. À l'opposé de cette dynamique d'auto-organisation, une récente étude réalisée aux États-Unis<sup>86</sup> a montré que les résistances à certains projets miniers provenaient plus du cadre institutionnel des administrations locales et étatiques en charge des régulations environnementales que des mouvements sociaux impliqués dans la lutte contre le projet. Ce décalage avec le Pérou, où le modèle néolibéral a cherché à réduire le niveau étatique, invite à repenser l'articulation entre l'homme et son environnement dans l'historicité, les cadres normatifs et les rapports de force dans et entre les sociétés. Conçu par les pays du Nord pour conquérir les ressources naturelles des pays du Sud à la suite de la libéralisation du secteur énergétique des années 1990, le *sustainable mining* est lui-même plus un rapport de force qu'un simple modèle de régulation. ■

81. E. Ostrom, « Par-delà les marchés et les États. La gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », art. cité, p. 15.

82. E. Brondizio, E. Ostrom, O. Young, « Connectivité et gouvernance des systèmes socio-écologiques multiniveaux : le rôle du capital social », cité, p. 115.

83. X. Albo, *La paradoja aymara: solidaridad y faccionalismo*, op. cit.

84. Sinclair Thomson, *Cuando solo reinasen los indios. La política aymara de la insurgencia*, La Paz, Muela del Diablo, Aruwiyiri, Bolivie, 2006.

85. L'hétérogénéité des groupes locaux n'est cependant pas totalement absente dans l'analyse de E. Ostrom, pour qui un « dilemme social » peut se produire lorsque des comportements rationnels de recherche d'intérêt personnel conduisent à des résultats collectifs irrationnels.

86. Cette étude a été réalisée par l'Observatoire Homme-Milieus International Pima County (CNRS/ Université d'Arizona) autour du projet minier de Rosemont en Arizona.

**Claude Le Gouill** est chercheur associé au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CREDA - Paris 3) et à l'Observatoire Homme-Milieu International (OHMI) Pima County (IGLOBES-CNRS/University of Arizona). Il est titulaire d'une thèse sur les conflits dans les Andes de Bolivie (Institut des hautes études de l'Amérique latine-Paris 3). Ses recherches portent actuellement sur les régulations environnementales et les conflits miniers. Il a publié, entre autres, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie : une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines* (82, 2016, p. 49-69) ; « Les savoirs du *poncho* et de la cravate. Formations politiques et émergence des *leaders* indigènes en Bolivie », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* (14, 2015, p. 165-186).  
**claudelegouill29@gmail.com**